

Rapport 2025 sur la situation de l'état de droit : Contribution du Luxembourg
Questionnaire supplémentaire sur la dimension du marché unique

Pillar I:

Quality of justice

- Specialisation (of judges/specific courts/chambers within courts) and training for the judiciary to deal with commercial cases.

Bien qu'il n'existe au Grand-Duché de Luxembourg aucun tribunal de commerce proprement dit, ce terme est utilisé dans le langage courant et dans certains anciens textes légaux pour désigner les chambres du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale. Les magistrats siégeant dans les chambres commerciales ne disposent pas d'une formation officielle propre, ils peuvent évidemment participer aux cours offerts par l'ENM [Ecole nationale de la magistrature, France] dans le cadre de la formation continue.

Le tribunal d'arrondissement de Luxembourg comprend trois chambres dites « commerciales » qui siègent en matière commerciale (2ème, 6ème et 15ème chambre). Ces chambres du tribunal d'arrondissement de Luxembourg siègent en matière commerciale et sont compétentes pour :

- des contestations relatives aux engagements de transactions entre négociants, marchands et banquiers ;
- des contestations entre associés ou entre administrateurs et associés pour raison d'une société de commerce ;
- des contestations relatives aux actes de commerce entre toutes personnes ;
- des contestations pour raison d'un groupement d'intérêt économique ou d'un groupement européen d'intérêt économique entre membres, entre gérants, entre gérants et membres, entre liquidateurs, entre liquidateurs et membres ou entre membres, gérants et liquidateurs ainsi que de toute demande en dissolution d'un groupement ;
- des actions contre les facteurs, commis des marchands ou leurs serviteurs, pour le fait seulement du trafic du marchand auquel ils sont attachés;
- des billets faits par les receveurs, payeurs, percepteurs ou autres comptables des deniers publics;
- et de tout ce qui concerne les faillites.

Par ailleurs, elles traitent notamment les gestions contrôlées, les sursis de payement et les concordats préventifs de faillite, ainsi que les liquidations judiciaires et les affaires de concurrence déloyale.

La 2ème et la 15ème chambres sont plus particulièrement en charge des procédures d'insolvabilité et la 6ème chambre traite les liquidations judiciaires.

Le tribunal d'arrondissement de Diekirch se compose, selon l'affaire à traiter, en chambre civile, commerciale ou pénale.

À noter que la création d'une chambre spécialisée pour le secteur financier au sens large (ainsi qu'un juge-référé de la matière) est en outre prévue à partir de 2025 au tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

- Alternative dispute resolution mechanisms and mediation

Médiation civile et commerciale

La **loi du 24 février 2012** portant introduction de la médiation en matière civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile et le règlement grand-ducal du 25 juin 2012 fixant la procédure d'agrément aux fonctions de médiateur judiciaire et familial, le programme de la formation spécifique en médiation et la tenue d'une réunion d'information gratuite créent un cadre législatif pour la médiation en matière civile et commerciale au Grand-Duché de Luxembourg.

Les principales **caractéristiques** de la médiation civile et commerciale sont sa nature consensuelle, la confidentialité du processus ainsi que l'indépendance, l'impartialité et la compétence du médiateur. La médiation peut porter sur tout ou partie du litige. Tant la médiation conventionnelle (soit : extrajudiciaire) que la médiation judiciaire sont visées, tout en réservant une place privilégiée à la médiation familiale.

Dans le cadre de la médiation conventionnelle, toute partie peut proposer à l'autre ou aux autres parties, indépendamment de toute procédure judiciaire ou arbitrale, de recourir au processus de médiation à tout stade de la procédure judiciaire tant que la cause n'a pas été prise en délibéré.

Dans le cadre de la médiation en justice, dite « médiation judiciaire », le juge est déjà saisi d'un litige en matière civile, commerciale ou familiale et il peut faire procéder à tout moment de la procédure à la médiation judiciaire, tant que l'affaire n'est pas prise en délibéré, sauf devant la Cour de cassation et en matière de référé. Le juge peut inviter les parties de sa propre initiative ou à la demande conjointe des parties à une médiation, mais en tout état de cause, les parties doivent être d'accord. Lorsque le juge est saisi d'un litige soulevant un problème en matière de droit de la famille, il peut proposer aux parties une mesure de médiation et il ordonne une réunion d'information gratuite pendant laquelle les principes, la procédure et les effets de la médiation sont expliqués.

Une **réforme de la loi** est en cours depuis 2021, date de dépôt d'un projet de loi en la matière. Ce projet de loi prévoit une réunion d'information obligatoire sur la médiation dans les cas de divorce ou de séparation, de bail à loyer et de litiges de voisinage qui, selon l'avis du juge, se prêtent à un règlement par la voie de la médiation. Un autre changement important prévu par le projet de loi est de limiter la durée de l'agrément d'un médiateur à 5 ans et de conditionner son renouvellement à un nouveau contrôle d'honorabilité et de formation. Il est pertinent de noter que selon ce projet, tous les médiateurs devraient être agréés par le ministre de la Justice : tant les médiateurs intervenant dans des médiations judiciaires que ceux intervenant dans les médiations extrajudiciaires. Pour donner suite à l'avis du Conseil d'Etat datant du juin 2024, des amendements du projet de loi sont en cours de préparation et le concept des réunions d'information obligatoires est retravaillé.

Un des prescripteurs de médiation à mentionner dans le contexte luxembourgeois est le **Centre de Médiation Civile et Commerciale (CMCC)**, conventionné par le Ministère de la Justice. Le CMCC contribue à la promotion de la médiation. Ses interventions de promotion sont axées sur le développement de la matière et une sensibilisation générale pour ce mode alternatif de règlement de conflit.

Le CMCC a également mis en place une Charte de la Médiation. Les signataires de cette Charte (environ 50 participants à la vie économique du Grand-Duché de Luxembourg) déclarent de façon symbolique leur intention d'envisager la médiation comme mode de résolution d'un conflit pour un règlement

efficace, économique et durable de leur conflit.

En outre, l'**association luxembourgeoise des médiateurs agréés** (l'ALMA) et le **Centre de Médiation** (axé sur les médiations familiales et pénales) sont également à mentionner dans le contexte de la promotion de la médiation.

Médiation pénale

La **loi du 6 mai 1999** relative à la médiation pénale et le règlement grand-ducal du 31 mai 1999 fixant les critères et la procédure d'agrément aux fonctions de médiateur, la procédure de médiation pénale et le mode de rémunération des médiateurs ont mis en place le régime de la médiation pénale.

Ainsi, le Procureur d'Etat peut préalablement à sa décision sur l'action publique décider de recourir à une médiation s'il lui apparaît qu'une telle mesure est susceptible d'assurer la réparation du dommage causé à la victime, ou bien de mettre fin au trouble résultant de l'infraction ou encore de contribuer au reclassement de l'auteur de l'infraction. Lorsque le Procureur d'Etat décide de recourir à une médiation, il peut désigner toute personne agréée à cette fin pour servir de médiateur.

Arbitrage

Le Grand-Duché s'est récemment doté d'une nouvelle loi sur l'arbitrage, à savoir la **loi du 19 avril 2023** portant modification de la deuxième partie, livre III, titre Ier, du Nouveau Code de procédure civile, en vue de la réforme de l'arbitrage, qui est rentrée en vigueur le 25 avril 2023.

Cette loi vise à moderniser et renforcer le régime de l'arbitrage au Luxembourg, en le mettant en conformité avec les standards internationaux. La loi s'appuie sur trois choix fondamentaux :

- le choix du droit français et de la loi-type CNUDCI comme inspiration ;
- le choix d'un régime libéral pour le recours à l'arbitrage, équilibré par l'exclusion de certains types de litige du domaine de l'arbitrage tel que le droit du bail, droit de la consommation et droit du travail ; et
- le maintien d'un régime unique pour l'arbitrage interne et international, contrairement au droit français.

La réforme inclut plusieurs changements importants qui devraient renforcer la compétitivité de Luxembourg en matière d'arbitrage. Parmi ces changements se trouvent :

- un droit à la confidentialité de la procédure arbitrale ;
- l'institution du juge d'appui, qui pourra intervenir pour ordonner des mesures provisoires ou pour aider à la constitution du tribunal arbitral ;
- le réaménagement des voies de recours en annulation d'une sentence luxembourgeoise et de l'exequatur de sentences étrangères devant les tribunaux luxembourgeois

Enfin, la loi reconnaît pour la première fois le rôle des institutions d'arbitrage pour l'organisation de la procédure arbitrale.

L'Association Luxembourgeoise d'Arbitrage a.s.b.l. est une organisation dédiée à la promotion et au développement de la pratique de l'arbitrage au Luxembourg. En outre, la Chambre de Commerce de Luxembourg est dotée d'un Centre d'arbitrage, le « **Luxembourg Arbitration Center** », qui administre des procédures arbitrales en vertu de son Règlement d'arbitrage.

Pillar II:

Prevention

- Measures for the prevention of corruption in relation to the issuing of official permits (e.g. related to environment, energy and various types of construction)

In order to punish corrupt behaviour on the part of elected municipal officials with regard to the adoption of general and specific development plans, the Grand Duchy of Luxembourg's penal code includes article 246, which punishes with imprisonment for five to ten years and a fine of 500 to 187.500 euros, the act, by a person, depositary or agent of public authority or force, or entrusted with a public service mission, or invested with a public elective mandate, of soliciting or receiving, directly or indirectly, for himself or for others, offers, promises, gifts, presents or advantages of any kind whatsoever, or of accepting the offer or promise:

- either to perform or refrain from performing an act related to one's function, mission or mandate or facilitated by one's function, mission or mandate;
 - or to abuse his real or supposed influence in order to obtain distinctions, employment, contracts or any other favorable decision from a public authority or administration.
- Reporting on the use of digital technologies to enhance transparency and oversight in public procurement

Pillar IV:

The process for preparing and enacting laws

- Safeguards to ensure legal certainty, the stability of the legal framework and non-discrimination. *[this question complements the exiting question on rules and use of fast-track and emergency procedures]*

Independent authorities

- Safeguards to ensure the effective independence of supervisory and regulatory authorities with a direct impact on economic operators

Accessibility and judicial review of administrative decisions

- Respect of the good administration principle (including the obligation of the administration to give reasons for decisions) *[this question complements the existing question on transparency of administrative decisions]*
- Safeguards (other than judicial review) regarding decisions or inaction of administrative authorities, including remedies. *[this question complements the existing question on judicial review of administrative decisions]*